



La constitution d'une réserve fédérale en Bitcoin aux Etats-Unis

Actualité législative publié le 20/01/2025, vu 437 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

La puissance du Bitcoin et la volonté du nouveau président américain élu de constituer une réserve fédérale en Bitcoin apporte de nouvelles opportunités juridiques et économiques aux Etats-Unis.

La Constitution d'une Réserve Fédérale de Bitcoin aux États-Unis

Introduction

La question de la constitution d'une réserve fédérale de Bitcoin aux États-Unis soulève des enjeux juridiques, économiques et technologiques complexes.

Ce projet interroge la compatibilité de Bitcoin avec le système juridique fédéral et les structures existantes de politique monétaire.

Cadre Constitutionnel et Juridique

La Compétence Fédérale

Aux États-Unis, le pouvoir de réglementation monétaire est conféré au Congrès par l'article I, section 8, clause 5 de la Constitution, qui lui donne le pouvoir de « battre monnaie, en régler la valeur et fixer celle des monnaies étrangères ».

Toute décision de constitution d'une réserve de Bitcoin devrait donc être approuvée par le Congrès ou inscrite dans un cadre législatif précis.

La réserve fédérale est régie par le Federal Reserve Act de 1913.

Or, ce texte ne prévoit actuellement que l'utilisation d'actifs traditionnels tels que les obligations du Trésor ou les devises étrangères comme instruments d'intervention monétaire.

Une modification de cette loi serait donc nécessaire pour inclure Bitcoin dans le cadre des actifs éligibles.

Bitcoin : Monnaie, Commodity ou Actif Financier ?

Le statut juridique de Bitcoin reste ambigu aux États-Unis.

Selon la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), Bitcoin est une commodity, tandis que le Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) le considère comme une monnaie virtuelle convertible.

L'Internal Revenue Service (IRS), quant à lui, le traite comme un bien imposable.

Cette multiplicité de régulations pose un défi significatif pour son intégration dans une réserve fédérale.

Enjeux Réglementaires

L'inclusion de Bitcoin soulève également des questions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent (AML) et le financement du terrorisme (CFT), réglementées par le Bank Secrecy Act.

Les transactions en Bitcoin, bien que transparentes sur la blockchain, offrent un certain degré d'anonymat qui pourrait poser des problèmes de conformité.

Gouvernance et Politiques Monétaires

Intégration dans le Système de la Réserve Fédérale

L'objectif principal de la Federal Reserve est de maintenir la stabilité des prix, de promouvoir le plein emploi et d'assurer la stabilité du système financier.

La volatilité inhérente à Bitcoin pourrait poser des risques pour ces objectifs.

Cependant, Bitcoin pourrait être utilisé comme un actif de diversification des réserves, au même titre que l'or.

Stabilité Financière

L'adoption de Bitcoin dans une réserve fédérale pourrait renforcer la résilience face à des crises systémiques liées aux monnaies fiduciaires.

Implications Techniques

Sécurité et Custodial Solutions

Pour intégrer Bitcoin, la Federal Reserve devrait développer ou adopter des solutions de stockage sécurisées, appelées « cold storage ».

Ces infrastructures devraient être réglementées et auditées afin de garantir l'intégrité des réserves.

Compatibilité Blockchain

L'utilisation de Bitcoin par une institution publique nécessiterait également un suivi rigoureux des évolutions de la blockchain Bitcoin, telles que les mises à jour du protocole.

Cela impliquerait une collaboration avec des développeurs et des experts techniques afin d'assurer une interopérabilité et une conformité constantes.

Consommation Énergétique

L'adoption de Bitcoin soulève également la question de son empreinte énergétique.

Bien que cette question ne soit pas directement juridique, elle pourrait influencer les décisions politiques et la perception publique de l'utilisation de Bitcoin comme réserve.